

L'éducation au cœur de notre société

L'éducation doit se situer au cœur de notre éducation. J'entends par éducation tout ce qui contribue à l'épanouissement des membres de notre société. Les éducateurs sont les parents, les enseignants, les acteurs de l'éducation populaire. Mais surtout cette éducation doit être active et mettre les enfants, les jeunes en particulier en situation de créer, réfléchir, apprendre, confronter, explorer, expérimenter, exprimer. Ils doivent être les acteurs de leur construction personnelle et non plus les consommateurs de services mis en place par la puissance publique. Cette action doit s'inscrire dans la durée.

L'éducation nationale doit à la fois enseigner, apprendre à apprendre, être un lieu de réflexion, d'expérimentation, d'échanges, d'apprentissage à la vie collective. Elle doit donner le goût de la curiosité, l'envie d'explorer. Les enseignants doivent participer pleinement à ce changement et pour cela ils doivent avoir la possibilité en temps, en moyen de travailler à la construction de ce chantier de reconfiguration de l'éducation nationale qui doit être réorganisée pour que les équipes éducatives agissent au plus près des réalités locales et dans le même temps avoir la possibilité de prendre du recul, d'analyser, proposer et mettre en œuvre des actions éducatives novatrice et surtout au service des élèves.

L'éducation populaire doit reprendre toute sa place. Depuis un certain nombre d'années on assiste à une municipalisation de l'action en direction des enfants et des jeunes dans le temps hors scolaire. Les centres sociaux sont gérés par la puissance publique, les centres de loisirs sont municipaux, les MJC ont été institutionnalisées et ne font plus que répondre à des commandes de la puissance publique. Le système des « appels d'offre » rendus obligatoire par l'Europe a tué l'esprit de création et de collaboration. Les associations, pour leurs survies, répondent à ces appels d'offre et sont donc en concurrence entre elles. C'est exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire. Les Missions locales historiquement créées pour imaginer, avec les jeunes, des actions favorisant leur insertion sociale et professionnelle sont devenues des Pôle emploi bis au service exclusif de l'Etat et non au service de la vie sociale. Les associations culturelles disparaissent, les associations constituées par des habitants n'existent quasiment plus. L'éducation populaire peut redevenir un formidable outil au service du développement local. J'entends par développement local tout ce qui concourt à la création collective d'actions au service de tous y compris au service de ceux qui les créent, au service du territoire dans lequel ils vivent. C'est une démarche très difficile mais indispensable pour aller vers une société de fraternité et qui s'empare de manière positive des grands enjeux actuels tels que la vie sur terre.

Tout cela nécessite une construction collective qui s'installe dans le temps, qui associe tous les acteurs. Surtout la question est de savoir où la puissance publique place l'éducation et donc la place des citoyens et citoyennes. C'est une question politique majeure. Jusqu'à présent le gouvernement passe son temps à faire des économies et ne donne pas ce souffle qui donne envie à tous de construire une société qui donne une place majeure à la vie collective, à l'épanouissement de tous, au respect des autres et de l'environnement.